

ROYAUME DU MAROC
COMMUNE URBAINE DE CASABLANCA, MOHAMMEDIA ET AIN
HARROUDA
SOCIETE LYDEC

Gestion déléguée des services de distribution d'électricité,
d'eau potable et du service d'assainissement liquide à
Casablanca

APPEL D'OFFRES OUVERT
AOO_V_N°360-2017

Vente des déchets de Lydec		
Lot N°1	:	Déchet de câble armé cuivre
Lot N°2	:	Déchet de câble aluminium
Lot N°3	:	Déchets de cuivre nu
Lot N°4	:	Déchets des compteurs eau
Lot N°5	:	Déchets des compteurs électricité
Lot N°6	:	Transformateurs + Cellules
Lot N°7	:	Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts
Lot n°8	:	Déchets ferrailles
Lot n°9	:	Tourets de câbles vides

PIECE N° 1

CAHIER DES CHARGES



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : MODALITES GENERALES.....	3
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2. OBJET ET CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 3. DOCUMENTS REMIS AUX CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 4. MONNAIES DE LA SOUMISSION ET DE REGLEMENT.....	3
ARTICLE 5. RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 6. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE.....	4
CHAPITRE 2 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	6
ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES.....	6
CHAPITRE 3 : PREPARATION ET REMISE DES SOUMISSIONS.....	7
ARTICLE 8. COUT DE LA PREPARATION DES OFFRES PAR LES SOUMISSIONNAIRES.....	7
ARTICLE 9. VISITE DES LIEUX.....	7
ARTICLE 10. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 11. RETRAIT DES OFFRES.....	8
ARTICLE 12. DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES.....	8
ARTICLE 13. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	8
CHAPITRE 4 : OUVERTURE DES PLIS ET ADJUDICATION.....	9
ARTICLE 14. OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES OFFRES.....	9
ARTICLE 15. CRITERES D'ATTRIBUTION.....	9
ARTICLE 16. RESULTATS DEFINITIFS DES PROCEDURES.....	9
ARTICLE 17. NOTIFICATION ET PAIEMENT.....	9
ARTICLE 18. SANCTION EN CAS DE DEFAULT DE PAIEMENT INTEGRAL.....	10
ARTICLE 19. ABSENCE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 20. TRANSFERT DE PROPRIETE.....	10
ARTICLE 21. - ENLEVEMENT DES BIENS.....	10
ARTICLE 22. : CORRECTION DES ERREURS.....	11
ARTICLE 23. - ARRET DES OPERATIONS.....	11
ARTICLE 24. - INEXECUTION DES OBLIGATIONS - CLAUSES PENALES.....	11
ARTICLE 25. - CLAUSE DE SUBSTITUTION.....	11
ARTICLE 26. - VALIDITE DE LA VENTE.....	11
ARTICLE 27. - ELECTION DE DOMICILE.....	11
ARTICLE 28. - Droit Applicable et attribution de compétence.....	12
ARTICLE 29. -INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	12
ARTICLE 30. -CLAUSES DE CONFIDENTIALITE et D'ETHIQUE.....	12
ARTICLE 31. - TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES.....	12
ANNEXES 14	
ANNEXE 1 : MODÈLE DECLARATION SUR L'HONNEUR PAR LOT.....	15
ANNEXE 2 : MODÈLE - ACTE D'ENGAGEMENT.....	16
ANNEXE 3 - ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX.....	17
ANNEXE 4 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION - CAUTION PROVISOIRE PAR LOT.....	18

CAHIER DES CHARGES

CHAPITRE 1 : MODALITES GENERALES

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 Le présent appel d'offres est régi par le présent cahier des charges qui fait office de règlement particulier d'appel d'offres.
- 1.2 Chaque Soumissionnaire ne présentera qu'une seule Soumission. Un Soumissionnaire qui présenterait ou participerait à plusieurs Soumissions (pour le même lot) sera disqualifié.

ARTICLE 2. OBJET ET CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

Lydec de Casablanca (LYDEC) 48, rue Mohamed Diouri, Casablanca lance le présent Appel d'Offres ouvert ayant pour objet la vente des déchets de LYDEC. Cet appel d'offres est scindé en **9 (neuf) lots** à savoir :

Vente des déchets de Lydec			Quantité	Unité
Lot N°1	:	Déchet de câble armé cuivre	25 217	Kg
Lot N°2	:	Déchet de câble aluminium	48 904	Kg
Lot N°3	:	Déchets de cuivre nu	79 922	Kg
Lot N°4	:	Déchets des compteurs eau	37 103	Kg
Lot N°5	:	Déchets des compteurs électricité	26 101	Kg
Lot N°6	:	Transformateurs	93	Pièces
	:	cellules	403	Pièces
Lot N°7	:	Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts	1	Lot
Lot n°8	:	Déchets ferrailles	1	Lot
Lot n°9	:	Tourets de câbles vides	1	Lot

Chaque concurrent peut soumissionner pour un ou plusieurs lots. Le soumissionnaire, du fait d'avoir soumissionné, reconnaît le droit de Lydec de ne pas donner suite à un lot ou à la totalité de l'Appel d'Offres.

Lydec se réserve le droit d'attribuer un ou plusieurs lots au même soumissionnaire.

L'examen des offres des concurrents se fait lot par lot. L'attribution des lots s'effectue, après examen et évaluation des offres concernant tous les lots. Dans ce cas, **le prix le plus offrant par lot** présenté par le concurrent en fonction du nombre de lots susceptibles de lui être attribué est pris en considération.

ARTICLE 3. DOCUMENTS REMIS AUX CONCURRENTS

Le présent dossier d'Appel d'offres comprend :

- **Pièce n° A : Avis d'appel d'offres**
- **Pièce n° 1 :** Le cahier des charges, auquel sont annexés les modèles suivants :
 - Annexe 1 : Modèle de déclaration sur l'honneur,
 - Annexe 2 : Modèle d'acte d'engagement,
 - Annexe 3 : Attestation de visite des lieux
 - Annexe 4 : **Modèle de caution de soumission – caution provisoire**
- **Pièce n°2 :** Le cadre du Bordereau Des Prix Unitaire formant le Détail Estimatif (BPU-DE)

ARTICLE 4. MONNAIES DE LA SOUMISSION ET DE REGLEMENT

- Le soumissionnaire libelle les prix unitaires et totaux entièrement en Dirhams marocains **HORS TAXES**.
- Le règlement des prestations sera effectué uniquement en Dirhams marocains.

ARTICLE 5. RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les dossiers d'appel d'offres sont mis à la disposition des candidats dès la première parution de l'avis de publicité ou l'envoi de la lettre circulaire aux candidats, jusqu'à la date d'ouverture des plis, gratuitement sur support numérique à l'exception des plans et documents techniques dont la reproduction nécessite un matériel technique spécifique. La rémunération relative à la remise de ces plans et documents techniques est fixée dans l'avis de presse.

Le retrait des dossiers d'Appel d'Offres s'effectue auprès du secrétariat de la Direction Achats de LYDEC, sise au 2ème étage Immeuble Laâroussi, 48 rue Mohamed Diouri Casablanca.

L'avis de publication ainsi que les pièces constituant le dossier d'Appel d'offres peuvent être consultés sur Internet dans le site Lydec : www.lydec.ma. Toutefois, les plans et les documents techniques peuvent ne pas être téléchargeables à partir dudit portail.

NB : Le téléchargement, via Internet, des cahiers des charges relatifs aux appels d'offres de LYDEC ne dispense, en aucune manière, les sociétés intéressées à retirer le dossier d'appel d'offres auprès de la Direction des Achats de LYDEC et ce avant la date limite de remise des offres.

Seules les sociétés disposant du récépissé de retrait du dossier d'appel d'offres, seront habilitées à participer à l'appel d'offres en question.

Dans le cas où le soumissionnaire aurait mandaté une autre entreprise pour retirer le Dossier d'Appel d'Offres, il doit en informer la Direction des Achats par courrier au moment du retrait du cahier des charges

ARTICLE 6. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

A titre de concurrent, le soumissionnaire doit produire **un cautionnement provisoire** d'un montant fixé par lot à :

N° du lot	Déchets Lydec	Montant de la caution en DH
Lot N°1	Déchet de câble armé cuivre	17 500,00
Lot N°2	Déchet de câble aluminium	13 000,00
Lot N°3	Déchets de cuivre nu	110 000,00
Lot N°4	Déchets des compteurs eau	27 000,00
Lot N°5	Déchets des compteurs électricité	7 000,00
Lot N°6	Transformateurs + Cellules	37 000,00
Lot N°7	Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts	14 000,00
Lot N°8	Déchets ferrailles	21 000,00
Lot N°9	Tourets de câbles vides	1 000,00

Toute Soumission qui n'est pas accompagnée d'une caution provisoire sera considérée non conforme et sera rejetée par la Commission d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire se présentera sous forme de caution solidaire émanant d'une Banque Marocaine habilitée à émettre de telles garanties, et agréée pour ce faire par le Ministère des Finances du Royaume du Maroc.

La caution provisoire doit obligatoirement être établie conformément au modèle fourni dans l'annexe 4 du présent cahier des charges.

La durée de validité de la caution devra être au minimum égale à 6 mois

Les cautionnements provisoires resteront acquis à la Lydec dans les cas suivant :

- si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai fixé pour la validité des offres (article 14)
- si la déclaration sur l'honneur du soumissionnaire s'avère inexacte, par la production de faux renseignements ou pièces falsifiées, ou autres.
- si le soumissionnaire ne paie pas dans les délais prescrit via un chèque certifié le bien vendu
- si le soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de l'acte d'engagement conformément à **Article 23** du présent cahier des charges ;
- **si, après attribution, l'attributaire désiste sur le lot ou les lots qui lui sont attribués ou refuse d'enlever le bien vendu ;**

Pour les soumissionnaires non retenus, les cautions provisoires leurs seront restituées après la date de jugement des offres correspondantes et au plus tard un mois après la fin de la période d'engagement.

La caution provisoire de l'attributaire du Marché sera restituée après que celui-ci ait enlevé le bien vendu en fonction du lot ou des lots qui lui sont attribués et en respectant les dispositions de l'article 22 du présent cahier des charges. La dite restitution sera prononcé après réception du bon d'enlèvement signé contradictoirement par les deux parties à savoir Lydec et l'acquéreur.

CHAPITRE 2 : DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES

I – Justification des capacités et des qualités

Les Soumissionnaires devront obligatoirement déposer une Soumission conforme aux exigences du présent Règlement. La Soumission devra être constituée des documents suivants :

- ✓ **Dossier Administratif** : (1 original)
- ✓ **Offre Financière** : (1 original)

L'offre sera constituée par l'ensemble de ces dossiers dûment signés, paraphés et portant le cachet de l'Entreprise soumissionnaire. Ces pièces seront regroupées en (deux) 02 enveloppes conformément aux précisions stipulées dans l'article 10 du présent cahier des charges.

I - 1 - DOSSIER ADMINISTRATIF : UN ORIGINAL

Le dossier administratif devra comprendre :

1. **La Déclaration sur l'honneur par lot** (en un seul exemplaire conforme à l'**annexe 1** du présent cahier des charges), cachetée, signée et timbrée, établie par chacun des soumissionnaires **avec signature légalisée** auprès de l'autorité compétente.
2. **Une attestation de Patente** depuis **moins d'un an** à la date d'ouverture des plis fixée dans l'avis d'appel d'offres, par la **Direction des impôts** certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.
3. **L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire par lot** en tenant lieu le cas échéant. La caution provisoire doit être établie conformément à l'article 7 ci-dessus et au modèle figurant à l'**annexe 4** du présent Cahier des Charges.
4. **Attestation de visite des lieux** (Annexe 3).
5. **Cahier des charges y compris les pièces jointes en annexe, dûment signé à la dernière page de chaque pièce avec la mention « Lu et Accepté »** et paraphé à toutes les pages.

II-2 – OFFRE FINANCIERE :

L'offre financière devra comprendre :

6. **Acte d'Engagement** conforme au modèle fourni en **annexe 2** du présent règlement, dûment cacheté, signé, paraphé et timbré. Le montant de l'acte d'engagement doit être écrit en chiffres et en toutes lettres.
7. **Bordereau des prix formant le détail estimatif** signés et paraphés après avoir été complété en chiffres et en toutes lettres.

CHAPITRE 3 : PREPARATION ET REMISE DES SOUMISSIONS

ARTICLE 8. COUT DE LA PREPARATION DES OFFRES PAR LES SOUMISSIONNAIRES

Chaque soumissionnaire supportera intégralement tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son (ou ses) offre (s). LYDEC ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenue de les payer, de quelque façon que se déroule la procédure d'Appel d'offres et quel qu'en soit le résultat final.

ARTICLE 9. VISITE DES LIEUX

La visite du lieu de stockage des déchets par les soumissionnaires est recommandée.

La date, l'heure et le lieu de la visite des lieux sont précisés dans l'avis d'appel d'offres. Les frais de la visite seront à la charge des concurrents. Lors de la visite, les concurrents pourront obtenir tout éclaircissement sur l'objet de l'appel d'offres, et prendre connaissance de la nature, la qualité et la quantité des déchets objet du présent cahier des charges.

Les sites qui feront l'objet de cette visite sont les suivants :

N° Lots	Désignation	Site concerné	Contacte
Lot N°1	Déchet de câble armé cuivre	Magasin central : Bd Chefchaoui à côté du Poste Source	Mr Safir 0522 54 97 03
Lot N°2	Déchet de câble aluminium		
Lot N°3	Déchets de cuivre nu		
Lot N°4	Déchets des compteurs eau		
Lot N°5	Déchets des compteurs électricité		
Lot N°6	Transformateurs + Cellules	Dépôt cote 160 : Douar Lamkensa Prolongement Bd 2Mars	Mr Lamssahal 0522 50 28 90
Lot N°7	Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts		
Lot n°8	Déchets ferrailles		
Lot n°9	Tourets de câbles vides		

ARTICLE 10. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

10.1 : Présentation des offres

Le dossier présenté par chaque concurrent devra être mis dans un pli cacheté portant : le nom et l'adresse du concurrent, le numéro et l'objet de l'appel d'offres, la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis et l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'Appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis ». Ce pli, comprenant les deux enveloppes citées ci-après, devra être adressé à **Monsieur le Directeur Général de LYDEC**, suivant le modèle suivant :

APPEL D'OFFRES OUVERT
AOO_V_N°360-2017
(Vente des déchets de LYDEC)
Lot n°...

« Date et heure de la séance d'ouverture des plis »

Offre présentée par : (Raison sociale et adresse de l'Entreprise)

Adresse du siège social

« Le pli ne doit être ouvert que par le président de la Commission d'Appel d'Offres lors de la séance d'ouverture des plis »

1. La première enveloppe comprend le dossier administratif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratifs** » ;
2. La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».

10.2 : Remise des offres

La remise des offres est au choix de l'entreprise :

- soit, elles sont déposées, contre récépissé, dans le bureau d'ordre de LYDEC, sise au RDC de l'immeuble LAAROUSSI sise LYDEC, 48 Rue Mohamed Diouri CASABLANCA, avant la date fixée dans l'avis d'appel d'offres.

- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse sus-indiquée. Ils doivent parvenir à destination avant la date et l'heure de remise des offres, indiquées dans l'avis d'appel d'offres. Le concurrent fera son affaire de l'acheminement de son pli jusqu'à sa destination.
- soit elles sont remises, séance tenante, au président de la commission d'Appel d'Offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des Offres expire à la date et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée, ne sont pas admis. En cas de report de la date de remise des offres, ce sont les nouvelles dates de remise des offres et d'ouverture des plis, fixées dans l'avis de report, qui sont prises en considération.

10.3 : Tableau récapitulatif des pièces

Le tableau ci-dessous résume la liste des pièces constituant chacune des deux enveloppes :

Enveloppe	Contenu de l'enveloppe	N° Pièce	Désignation des Pièces
1 ^{ère} enveloppe	Dossier Administratif « Original »	1	Déclaration sur l'honneur par lot légalisée « annexe 1 »
		2	Attestation de patente
		3	Cautionnement provisoire par lot « annexe 4 »
		4	Attestation de visite des lieux « annexe 3 »
		5	Le cahier des charges y compris les pièces jointes en annexe, dûment signé à la dernière page de chaque pièce avec la mention « Lu et Accepté » et paraphé à toutes les pages
2 ^{ème} enveloppe	Offre financière « Original »	6	Acte d'engagement « annexe 2 »
		7	Bordereau des prix unitaires formant le détail estimatif

ARTICLE 11. RETRAIT DES OFFRES

Les offres déposées ou reçues peuvent être retirées, contre demande écrite et signée par les concurrents, antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Ces concurrents peuvent, dans les conditions prévues à l'article 10 du présent cahier des charges et avant la date limite fixée à l'article 12 ci-après, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 12. DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES

La date et heure limite de dépôt des offres sont fixées dans l'avis d'appel d'offres.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents seront liés par leurs offres pendant un délai de **QUATRE-VINGT-DIX (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis.

Lydec s'engage à faire connaître avant l'expiration de ce délai à chaque concurrent si son offre est retenue ou non.

CHAPITRE 4 : OUVERTURE DES PLIS ET ADJUDICATION

ARTICLE 14. OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES OFFRES

Avant l'ouverture des plis des concurrents, la commission d'appel d'offres pourrait écarter toutes soumissions si le Soumissionnaire est exclu provisoirement ou définitivement par Lydec.

Dans le cas où une procédure d'exclusion est engagée par Lydec avant ouverture des plis, la Commission d'Appel d'Offres pourra rejeter l'offre du soumissionnaire à tout moment de la procédure si la décision d'exclusion est prise avant adjudication.

Les plis des concurrents sont ouverts en séance publique par la commission d'appel d'offres.

La commission se réunit à huis clos pour examiner la conformité des dossiers administratifs et arrêter la liste des concurrents admissibles.

La commission donne lecture de la liste des soumissionnaires admissibles, **sans faire connaître les motifs des rejets et ce, après** délibérations de la commission sur le dépouillement des dossiers administratifs à la date et l'heure fixées.

Offres équivalentes

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les soumissionnaires, peut demander à ceux-ci de présenter, par écrit, des offres financières revues à la hausse.

Si les soumissionnaires intéressés se refusent à faire de nouvelles offres à des prix supérieurs, la commission procède entre eux à un tirage au sort pour désigner le soumissionnaire à retenir.

Les augmentations proposées sont présentées en pourcentage à appliquer au montant de l'offre financière initiale. Ils sont adressés par les soumissionnaires, sous plis scellés, portant les indications mentionnées au cahier des charges. Leur ouverture se fait dans les mêmes conditions que les offres initiales.

Les augmentations proposées seront appliquées à tous les prix du bordereau des prix formant détail estimatif ou de la décomposition du montant global.

L'offre retenue est celle qui est la plus offrante après application de la révision à la hausse.

ARTICLE 15. CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre à retenir est celle dont le prix est le plus offrant par lot, parmi toutes les offres retenues suite à l'examen des dossiers administratifs et des offres financières.

Une fois l'adjudication est prononcée, LYDEC informera les concurrents non retenus de sa décision.

ARTICLE 16. RESULTATS DEFINITIFS DES PROCEDURES

1. La commission d'appel d'offre se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, de déclarer le présent appel d'offres ou l'un des lots infructueux ou l'annuler à tout moment avant la notification par écrit l'acceptation de son offre.
2. Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou si l'appel d'offres, l'un des lots est annulé ou déclaré infructueux.
3. Les résultats définitifs de l'appel d'offres sont affichés dans les locaux de Lydec (Direction des Achats et Logistique)
4. Lydec informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre par écrit.
5. Lydec avise également les candidats ou soumissionnaires éliminés, par écrit, du rejet de leurs offres et ce, en précisant le ou les motifs du rejet de leur offre

ARTICLE 17. NOTIFICATION ET PAIEMENT

Après notification de l'acceptation de l'offre

L'acceptation de l'offre retenue par LYDEC sera notifiée à l'intéressé par écrit dans un délai qui ne peut dépasser 5 jours ouvrables à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

La Direction Administrative et Financière de Lydec établit sur la base des informations figurant dans le dossier de vente, la facture y afférente en précisant le montant HT de la vente et informe l'adjudicataire de l'établissement de la facture et l'invite à son règlement par chèque certifié au nom de la Lydec. Le règlement doit se faire dans un délai de 5 jours après réception du courrier de notification

Après réception du chèque certifié, La Direction Administrative et Financière transmet au client la facture avec mention « payée ».

ARTICLE 18. SANCTION EN CAS DE DEFAUT DE PAIEMENT INTEGRAL

A défaut de paiement de la totalité des sommes exigibles dans le délai de **05 (cinq) jours** ouvrables à compter de la réception de la lettre de notification .Lydec aura la possibilité de prononcer la résolution de l'acte de vente sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard.

ARTICLE 19. ABSENCE DE GARANTIE

La vente est faite par le soumissionnaire sans garantie d'aucune sorte.

Il résulte que :

- Le dépôt d'une offre engage son auteur à n'élever aucune réclamation ultérieure relative à l'état, la nature, la qualité, la quantité, l'exploitation, les caractéristiques des biens cédés, ou concernant notamment d'éventuelles sujétions particulières qu'il viendrait à identifier lors de l'usage ou du retraitement des biens ;

Il est précisé notamment, que les quantités mentionnées ne valent qu'à titre de simple indication et l'adjudicataire ne peut formuler aucune réclamation et ne peut refuser de prendre livraison du lot vendu si, lors de l'enlèvement, ces quantités ne sont pas atteintes ou si elles sont dépassées.

- L'acquéreur, du fait même de son offre, dégage Lydec de toute responsabilité en cas d'accident ou d'incident intervenant sur le bien vendu, même imputable à un défaut technique antérieur à la cession et au transfert de propriété;

ARTICLE 20. TRANSFERT DE PROPRIETE

Les lots vendus deviennent la propriété de l'acquéreur et sont à ses risques et périls à partir de l'enlèvement des biens vendus.

ARTICLE 21. – ENLEVEMENT DES BIENS

L'enlèvement du bien vendu sera effectué par l'acquéreur et ne pourra être autorisé que sur présentation de la facture comportant la mention « payée ».

Un bon d'enlèvement est signé contradictoirement par Lydec et l'acquéreur.

L'acquéreur sera tenu d'enlever le bien à ses frais et à ses risques selon le planning prévisionnels suivant :

Vente des déchets de Lydec			Délai prévisionnel
Lot N°1	:	Déchet de câble armé cuivre	10 jours
Lot N°2	:	Déchet de câble aluminium	10 jours
Lot N°3	:	Déchets de cuivre nu	10 jours
Lot N°4	:	Déchets des compteurs eau	10 jours
Lot N°5	:	Déchets des compteurs électricité	10 jours
Lot N°6	:	Transformateurs	10 jours
	:	cellules	
Lot N°7	:	Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts	15 jours
Lot n°8	:	Déchets ferrailles	15 jours
Lot n°9	:	Tourets de câbles vides	15 jours

Le soumissionnaire doit avoir les moyens de manutention adéquats au moment de l'enlèvement du bien vendu.

Le soumissionnaire devra enlever les biens dans le respect des textes légaux et réglementaires en vigueur.

A noter également que les agents de l'entreprise doivent être équipés en équipement de protection individuel (EPI) à savoir chaussure de sécurité, casque gant etc.

21.3/Astreinte en cas de non-respect du délai d'enlèvement

Passée les délais stipulés sur le planning précité et sans accord préalable de Lydec et sans préjudice de l'application de l'article « Inexécution des obligations-Clauses pénales » l'acquéreur sera redevable, pour chaque jour de retard, d'une indemnité exigible de plein droit et sans mise en demeure, égale à 1000 Dirhams par jours de retard jusqu'à 10% du montant de la vente.

ARTICLE 22. : CORRECTION DES ERREURS

22.1 Après avoir ouvert les Offres Financières des Soumissionnaires admissibles conformément aux dispositions de l'Article 15, la Commission des Appels d'Offres les vérifiera et rectifiera les erreurs de calcul éventuelles, lesquelles seront corrigées de la façon suivante :

- a) lorsqu'il y a une différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres, le montant en lettres fera foi,
- b) lorsqu'il y a une différence entre le prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire figurant dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) fera foi, à moins la Lydec n'estime qu'il s'agit d'une erreur manifeste de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le montant total cité fera foi et le prix unitaire sera corrigé,
- c) lorsqu'il y a une différence pour un prix entre la quantité précisée dans le DQE de l'appel d'offre et celle figurant dans l'offre du soumissionnaire, l'offre sera corrigée selon la quantité du dossier d'appel d'offres.

22.2 La Commission des Marchés rectifiera le montant figurant dans l'Acte d'engagement conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs, le dit montant étant réputé engager le Soumissionnaire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, sa Soumission sera rejetée et sa caution de Soumission pourra être saisie conformément aux dispositions de l'Article 7.

ARTICLE 23. - ARRET DES OPERATIONS

Si les opérations d'enlèvement étaient complètement ou même partiellement arrêtées par le fait de l'acquéreur, Lydec aurait la faculté de prononcer la résolution de la vente dans les conditions prévues à l'article 24 ci-après.

ARTICLE 24. - INEXECUTION DES OBLIGATIONS - CLAUSES PENALES

En cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution des engagements de l'acquéreur, Lydec aura la possibilité de déclarer la vente résolue de plein droit sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Dans ces conditions, les sommes versées par l'acquéreur seront définitivement acquises à Lydec à titre de dommages intérêts.

ARTICLE 25. - CLAUSE DE SUBSTITUTION

En vertu de la convention de gestion déléguée et en cas de rachat, de déchéance ou de résiliation du contrat de gestion déléguée dont LYDEC est Prestataire, il est expressément convenu que l'Autorité Délégente en l'occurrence la Commune Urbaine de Casablanca aura la faculté de se substituer à LYDEC dans ses droits et obligations au titre du marché passé avec l'acquéreur. Les clauses et les conditions de la vente s'imposeraient ou profiteraient alors à l'autorité délégente.

ARTICLE 26. - VALIDITE DE LA VENTE

La vente faisant suite au présent Appel d'Offres ouvert, ne sera valable, définitive et exécutoire qu'après avoir reçu de Lydec la lettre de la notification de l'appel d'offres.

ARTICLE 27. - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente vente, l'acquéreur déclare faire élection de domicile à - Maroc.

En cas de changement de domicile, l'acquéreur est tenu d'en aviser Lydec, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

Faute de respecter cette clause, Lydec a le droit de résilier l'acte de vente aux torts et frais exclusifs de l'acquéreur sans préjudice des droits à exercer contre lui par Lydec.

ARTICLE 28. – Droit Applicable et attribution de compétence

Le droit applicable est le droit marocain.

Le tribunal compétent est le tribunal de commerce de Casablanca.

ARTICLE 29. –INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

- ✓ Les soumissionnaires sont tenus de respecter le modèle figurant à l'annexe 1 du présent Règlement.
- ✓ L'inexactitude avérée de la déclaration sur l'honneur entraînera, par décision du Délégué, l'ensemble des sanctions suivantes ou l'une d'entre elles, sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales :

ARTICLE 30. –CLAUSES DE CONFIDENTIALITE et D'ETHIQUE

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des Soumissions et aux recommandations concernant l'attribution de l'acte de vente ne sera divulguée aux Soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du Marché au Soumissionnaire retenu.

Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission d'Appel d'Offres ou la LYDEC dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution de l'acte de vente pourra entraîner le rejet de sa Soumission sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le soumissionnaire ou le titulaire est passible.

En présentant sa soumission le concurrent s'engage :

1. à ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
2. de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

ARTICLE 31. – TEXTES GENERAUX LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

L'Entreprise est soumise aux lois et règlements en vigueur au MAROC, notamment en ce qui concerne l'emploi, la main d'œuvre, les transports, la fiscalité, etc...

1.1 L'Entreprise est soumise en particulier aux obligations découlant des textes ci-après :

Dans la mesure où les pièces du Marché n'y dérogent pas, l'entreprise est soumise particulièrement aux dispositions découlant des textes ci-après dont il déclare avoir pris connaissance :

- la législation et la réglementation relevant du droit social au Maroc notamment, Le Dahir n° 1-03-194 du 14 Rejeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au Code du travail et les textes pris pour son application. Le Dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 Juillet 1972 (15 jourmada II 1392) relatif au régime de sécurité sociale.
- La législation relative au recrutement de la main d'œuvre locale.
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et la sécurité du personnel.
- Le code général des impôts marocain
- Le dahir n°1-02-238 du 25 Rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 17-99 portant code des assurances.
- La loi 12-03 sur les Etudes d'Impact sur l'Environnement.
- La loi 28-00 sur la gestion des déchets et leur élimination.
- la loi sur l'eau de juillet 1995 et le décret 2-04-553 du 24 janvier 2005 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines.
- Les textes applicables en matière d'assurance et d'accident de travail.
- La réglementation relative aux règlements entre le Maroc et l'étranger

- Arrêté du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n° 93-08 du 6 jourada I 1429 fixant les mesures d'application générales et particulières relatives aux principes énoncés par les articles de 281 à 291 du code du travail

Fait à, le :.....

L'Entreprise.....

M/Mme En qualité de

(*)

(*) Mention manuscrite « Lu et accepté »

ANNEXES

- Annexe 1 : Modèle de déclaration sur l'honneur
- Annexe 2 : Modèle d'acte d'engagement
- Annexe 3 : Attestation de visite des lieux
- Annexe 4 : Modèle du Cautionnement provisoire

ANNEXE 1 : MODÈLE DECLARATION SUR L'HONNEUR PAR LOT

A établir sur papier timbré en un seul exemplaire avec signature légalisée

DECLARATION SUR L'HONNEUR PAR LOT

Appel d'Offres Ouvert N°AOO_V_.....-2017du (date de la séance d'ouverture des plis) –

Objet :

LOT N° :

Je, soussigné(prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
n° de patente

Déclare sur l'honneur : _____

- 1). Avoir lu et approuvé le dossier d'appel d'offres et ses addenda éventuels et remplir les conditions de participation fixées pour le présent appel d'offres.
- 2). Etre couvert, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 3). M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci concerne uniquement les opérations d'enlèvement et de transport des biens objet d'appel d'offre.
- 4). M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et de l'exécution du marché ;
- 5). M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution ;
- 6). Déclare ne pas avoir de lien avec les actionnaires de LYDEC.
- 7). Ne pas être en situation de conflit d'intérêt

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.

Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur (exclusion temporaire ou définitive des marchés passés par Lydec, l'établissement d'une régie, résiliation de l'acte de vente).

Fait à, Le.....

Signature et cachet du concurrent

ANNEXE 2 : MODÈLE – ACTE D'ENGAGEMENT

(À timbrer, conformément à la législation en vigueur).

Appel d'Offres Ouvert N°AOO_V_.....-2017 : du (date de la séance d'ouverture des plis)

Objet :

Passé en application de l'annexe 7 du contrat de gestion déléguée des services de distribution d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement liquide à Casablanca, fixant les conditions et les formes dans lesquelles sont passés les marchés de travaux, fournitures ou services par la société LYDEC.

Partie réservée au concurrent :

a) Pour les personnes physiques :

Je (1), soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

N° de patente(2).

Tél :

Fax :

Mail :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'Appel d'Offres concernant les prestations précisées ci-dessus en objet ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- remets, revêtu(s) de ma signature, un bordereau de prix et un détail estimatif établi(s) conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'Offres ;
- m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des charges du dossier d'Appel d'Offres n° qui m'est remis et moyennant les prix que j'ai établi moi-même exprimés en lettres et en chiffres sur le bordereau des prix et le détail estimatif, lesquels font ressortir :

Vente des déchets de Lydec		Montant DH HT en chiffres
Lot N°1	: Déchet de câble armé cuivre	
Lot N°2	: Déchet de câble aluminium	
Lot N°3	: Déchets de cuivre nu	
Lot N°4	: Déchets des compteurs eau	
Lot N°5	: Déchets des compteurs électricité	
Lot N°6	: Transformateurs + Cellules	
Lot N°7	: Poteaux Bois + Poteaux Béton + Mâts	
Lot n°8	: Déchets ferrailles	
Lot N°9	: Tourets de câbles vides	

Arrêté le présent acte d'engagement à la somme de en **DH HT** : en chiffres et en lettres

- M'engage à verser à Lydec, au plus tard dans les 05 (jours) ouvrables à compter de la réception de la lettre de notification par Lydec, le prix sus indiqué.
- M'engage à enlever les biens selon le planning fixé par Lydec
- M'engage à ne formuler aucune réclamation en ce qui concerne les objets acquis, la vente étant sans garantie d'aucune sorte.
- M'engage à me conformer à toutes les clauses et conditions du cahier des charges
- M'engage à supporter les frais de timbre, et s'il y a lieu les frais d'enregistrement auxquels la vente donnera lieu.

Fait à....., le

(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 3 - ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX

**ROYAUME DU MAROC
WILAYA DU GRAND CASABLANCA,
MOHAMMEDIA ET AIN HARROUDA
LYDEC**

**(A PRESENTER, EN DOUBLE EXEMPLAIRE, AUX AGENTS LYDEC AU MOMENT DE
LA VISITE DES LIEUX)**

**Appel d'Offres Ouvert N°A00_V_.....-2017
Vente des déchets de la LYDEC
Lot N°..... : *******

Je soussigné

M.

Représentant l'entreprise :

En qualité de :

Atteste par la présente m'être rendu personnellement le.....sur le site par la vente des déchets de Lydec objet de l'appel d'offres cité en entête. Cette visite a été effectuée en compagnie des représentants de Lydec.

J'atteste :

- avoir visité le site concerné par la prestation objet du présent appel d'offres.
- avoir pris connaissance du matériel mis en vente ;
- avoir pris connaissance de la consistance du lot objet du présent appel d'offres ;
- avoir considéré – au regard de l'état existant et de la consistance du lot –

Fait à Casablanca en deux exemplaires originaux le

(Un exemplaire pour l'entreprise et un exemplaire pour Lydec)

M.

Représentant de l'entreprise

(Signature + cachet)

M.

Représentant de Lydec

ANNEXE 4 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION – CAUTION PROVISOIRE PAR LOT**CAUTION DE SOUMISSION PAR LOT**

Attendu que, ci-dessous désigné comme « le Soumissionnaire », a soumis sa Soumission en date du à l'Appel d'Offres ouvert n° **Lot n°.....** concernant [Brève description de l'objet de l'Appel d'Offres], ci-dessous désignée comme « la Soumission »

Nous ayant notre siège à, ci-dessous désigné comme « la Banque » représentée par MM et, sommes tenues à l'égard de la LYDEC, pour la somme de que la Banque s'engage à régler intégralement à la LYDEC, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Signé et authentifié par ladite Banque le..... jour de 20.....

LYDEC mettra en jeu cette caution notamment dans les cas suivants :

- 1- Si le Soumissionnaire retire sa Soumission pendant la période de validité spécifiée par le Soumissionnaire dans son Acte d'engagement, ou
- 2- Si le Soumissionnaire s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par la LYDEC pendant ladite période de validité :
 - a- Désiste sur le lot ou les lots qui lui sont attribués ou refuse d'enlever le bien vendu
- 3- Autre(s) cas prévus par le cahier des charges susvisé

Nous nous engageons à payer à la Lydec la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que la Lydec soit tenu de justifier sa demande.

La présente garantie demeurera 6 mois

Signature par les deux personnes habilitées par la banque + cachet